



Pour diffusion immédiate : 14/04/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**À LA SUITE DES MENACES QUI PÈSENT SUR LES SOINS DE SANTÉ
REPRODUCTIVE, LA GOUVERNEURE HOCHUL S'ENGAGE À LUTTER POUR
PROTÉGER LE DROIT À L'AVORTEMENT**

***La gouverneure s'associe à la procureure générale James, à la sénatrice
Gillibrand et à la chef de la majorité Stewart-Cousins pour lutter contre les
attaques visant les droits fondamentaux en matière de reproduction***

***L'État constitue un stock de 150 000 doses de misoprostol, protégeant ainsi
l'accès à l'avortement médicalisé***

À la suite de multiples attaques contre le droit à l'avortement - notamment une décision d'un tribunal fédéral au Texas limitant l'accès aux médicaments abortifs et l'adoption par la Floride d'une interdiction de pratiquer l'avortement après 6 semaines - la gouverneure Kathy Hochul s'est joint aujourd'hui au procureur général Letitia James, à la sénatrice Kirsten Gillibrand, à la chef de la majorité au Sénat Andrea Stewart-Cousins et à d'autres dirigeants du pouvoir législatif et de la société civile afin de poursuivre la lutte pour la protection du droit à l'avortement.

La gouverneure Hochul a déclaré : « Cette semaine a été une semaine noire pour les femmes de tout le pays. Alors que les extrémistes du mouvement anti-choix pensent que c'est à eux de décider ce qui est le mieux pour votre propre santé, je ne cesserai jamais de me battre - aux côtés de nos partenaires fédéraux, étatiques et locaux - pour garantir que l'avortement reste sûr, légal et accessible dans notre État. Pour quiconque a besoin d'accéder aux soins de santé reproductive, New York vous accueillera toujours à bras ouverts ».

La procureure générale Letitia James a déclaré : « Ici, à New York, nous estimons que lorsqu'il s'agit de votre corps, la décision doit toujours vous appartenir. Alors que les juges et les gouverneurs masculins du pays tentent de révoquer le droit de choisir, nous continuons à protéger farouchement l'autonomie corporelle des New-Yorkais et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, en tant que dirigeants de ce grand État, pour veiller à ce que chacun reçoive les soins dont il a besoin. Je remercie la gouverneure Hochul pour son leadership dans la protection de l'accès à l'avortement, et nous continuerons à travailler ensemble pour défendre la liberté de reproduction pour tous ceux qui vivent et voyagent ici ».

La sénatrice Kirsten Gillibrand a déclaré : « La liberté de procréation et l'autonomie corporelle des femmes font l'objet d'attaques dans tout le pays, c'est pourquoi l'État de New York a pris des mesures fortes pour protéger les droits des patients, renforcer les capacités des prestataires de soins de santé reproductive et faire en sorte que l'État de New York reste un lieu sûr pour les personnes souhaitant bénéficier de soins de santé procréative. Je suis heureux de pouvoir compter sur des partenaires tels que la gouverneure Hochul, la procureure générale James et la chef de la majorité Stewart-Cousins pour mener à bien ce combat. Chaque individu devrait avoir le droit de prendre des décisions concernant son propre corps et de choisir ce qui est le mieux pour sa famille et sa propre santé reproductive, et je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour trouver des solutions législatives supplémentaires afin de protéger l'accès aux soins de santé reproductive ».

Andrea Stewart-Cousins, chef de la majorité sénatoriale, a déclaré : « La majorité démocrate du Sénat s'est engagée à protéger les droits en matière de procréation et à garantir un accès équitable à des soins de santé complets dans le domaine de la procréation. Nous avons accompli des progrès considérables, notamment en adoptant la loi historique sur la santé reproductive et en promulguant une législation radicale en réponse à l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade. New York démontre également que lorsqu'il y a des femmes à la tête de l'État qui sont conscientes des conséquences que ces problèmes peuvent avoir sur le terrain, des mesures concrètes sont prises pour protéger nos droits. C'est pourquoi j'ai créé la première Commission sénatoriale sur les questions féminines (Senate Committee on Women's Issues), présidée par la sénatrice Lea Webb, afin de contribuer à ces efforts. Nous continuerons à travailler avec la gouverneure Hochul et nos alliés au sein du gouvernement pour garantir que l'État de New York reste un modèle en matière de justice reproductive ».

Le sénateur Liz Krueger a déclaré : « Avant même que la décision Roe ne soit rendue, l'État de New York a joué un rôle de premier plan dans la protection du droit de chacun à prendre ses propres décisions en matière de santé génésique. La majorité des Américains s'accordent à dire que l'avortement constitue un acte de soins de santé - et lorsque l'avortement est soumis au vote et que les Américains se voient offrir un choix, ils optent pour la liberté de procréation. Mais les extrémistes de droite qui siègent dans les tribunaux, dans les bureaux des gouverneurs et dans les assemblées législatives de tout le pays sont déterminés à ignorer le peuple américain pour faire passer leur programme misogyne d'accouchement forcé. L'État de New York doit faire et fera tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les droits des New-Yorkais et de ceux qui viennent ici pour bénéficier de soins de santé génésique ».

Karines Reyes, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Alors que les droits fondamentaux des femmes et l'accès aux médicaments abortifs sont attaqués, je salue la gouverneure Hochul et la procureure générale James pour leur leadership. Ces actions constituent une première étape importante pour contrer les récents arrêts de la Cour fédérale qui menacent sérieusement la santé et le bien-être des New-Yorkais. Je me réjouis de collaborer avec eux à la mise en œuvre de ces politiques et à

l'élaboration de nouveaux objectifs politiques qui garantiront un accès total aux soins de santé génésique à tous ceux qui vivent dans notre État ».

Depuis que la Cour suprême des États-Unis a rendu l'an dernier l'arrêt Dobbs, qui a privé des millions de personnes de leurs droits en matière de procréation, la gouverneure Hochul s'est battue pour garantir l'accès à l'avortement à toutes les personnes qui en font la demande. Outre la création d'un fonds national de 35 millions de dollars pour soutenir les soins liés à l'avortement, la gouverneure Hochul a collaboré avec le corps législatif pour [adopter six nouvelles lois nationales](#) afin de protéger et de soutenir les prestataires et les patients.

La gouverneure Hochul a [annoncé](#) en début de semaine que l'État allait constituer des stocks de Misoprostol, un médicament utilisé pour les avortements, dans le cadre des efforts déployés pour protéger l'accès à l'avortement. Sur instruction de la gouverneure, le Département de la santé de l'État de New York procédera immédiatement à l'achat de Misoprostol afin de stocker 150 000 doses, soit une réserve pour cinq ans, afin d'être en mesure de faire face aux besoins éventuels. La gouverneure Hochul a également annoncé que si le médicament abortif Mifepristone était retiré du marché, l'État s'engagerait à verser jusqu'à 20 millions de dollars supplémentaires aux prestataires pour favoriser l'accès à d'autres méthodes de soins.

Afin de préserver l'accès aux médicaments abortifs, la gouverneure Hochul travaille également avec la législature sur une nouvelle loi visant à obliger les assureurs privés à couvrir le Misoprostol lorsqu'il est prescrit en dehors du cadre de prescription pour l'avortement et à garantir qu'aucun fournisseur ne se voit imposer des taux plus élevés pour la couverture des fautes professionnelles médicales ou ne perde sa couverture pour avoir prescrit le Misoprostol en dehors du cadre de prescription.

Outre le stockage de médicaments pour l'avortement, la gouverneure Hochul a également proposé plusieurs actions visant à protéger l'accès à des soins d'avortement et à soutenir les fournisseurs d'avortement dans le cadre de son projet de budget exécutif pour l'exercice 2024, y compris l'élargissement de l'accès à l'avortement sur les campus de SUNY et de CUNY.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)